

DOCUMENT EXTERNE  
Londres, juillet 1996

## MYANMAR

Un pays magnifique  
où la population est maltraitée

Vous songez à vous rendre au Myanmar ?

Les militaires au pouvoir au Myanmar (ex-Birmanie) ont déclaré que l'année 1996 serait l'année du tourisme dans leur beau pays. Peut-être envisagez-vous de répondre à leur invitation. Dans ce cas, sans vouloir gâcher vos vacances, nous aimerions vous faire part d'un certain nombre d'informations que vous ne trouverez ni dans la propagande gouvernementale ni dans les prospectus des agences touristiques.

Un pays soumis à une terrible répression

En 1988, des centaines de milliers de personnes ont manifesté sans violence, dans tout le Myanmar, contre le régime militaire et le parti unique au pouvoir depuis vingt-six ans. Ce mouvement a été brutalement réprimé par le gouvernement. À Yangon (Rangoon), la capitale, les forces de sécurité n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur la foule, massacrant des milliers de personnes. Des centaines d'autres ont été incarcérées au titre d'une législation aussi vague que draconienne. Beaucoup d'habitants du Myanmar ont préféré affronter les rigueurs de l'exil plutôt que de rester dans leur pays. Beaucoup, aussi, ont disparu sans laisser de trace.

Après cette sanglante "reprise en main", en septembre 1988, un groupe de généraux s'est emparé du pouvoir. Rassemblés au sein du State Law and Order Restoration Council (SLORC, Conseil national pour le rétablissement de l'ordre public), ces officiers ont instauré la loi martiale, emprisonnant quiconque était soupçonné d'opposition.

Daw Aung San Suu Kyi est l'une des prisonnières d'opinion les plus célèbres de la planète. Dirigante de la National League for Democracy (NLD, Ligue nationale pour la démocratie), elle a été placée en résidence surveillée en juillet 1989. En mai 1990, la NLD a remporté les élections législatives, mais le SLORC a refusé de se soumettre au verdict des urnes. Prix Nobel de la paix en 1991, Daw Aung San Suu Kyi a finalement été libérée en juillet 1995. Elle reste toutefois soumise à des attaques constantes de la part du SLORC, qui ne lui pardonne pas son engagement politique.

En mai 1996, plus de 300 militants de la NLD ont été interpellés. Les autorités entendaient les empêcher ainsi d'assister à une réunion. S'ils ont été pour la plupart remis en liberté au cours des mois qui ont suivi, une dizaine d'entre eux sont toujours emprisonnés et les arrestations se poursuivent.

Un pays où les droits de l'homme sont bafoués

Des milliers de personnes ont été emprisonnées pour raisons politiques depuis 1988. Un millier, voire davantage, se trouvent toujours en prison. On y compte des religieux bouddhistes, des hommes d'affaires, des comédiens, des dentistes, des médecins, des agriculteurs, des mères de famille, des journalistes, des avocats, des hommes politiques, des étudiants, des enseignants ou encore des écrivains. La plupart paient ainsi leur opposition pacifique au gouvernement. Il leur est reproché d'avoir distribué des tracts, de s'être prononcé en faveur de la démocratie, d'avoir discuté politique avec des proches, d'avoir parlé à des journalistes étrangers ou encore d'avoir voulu dénoncer telle

ou telle violation des droits de l'homme.

La torture et les mauvais traitements sont monnaie courante dans les prisons birmanes. Dix-huit prisonniers politiques au moins sont morts en détention depuis 1988, certains des conséquences directes de tortures qui leur avaient été infligées, d'autres par suite de manque de soins. Les méthodes de torture les plus courantes sont le passage à tabac, la privation de nourriture, d'eau et de sommeil, et un procédé qui consiste à faire rouler une baguette de bambou sur les tibias du supplicié.

Les conditions de détention sont inhumaines. Les prisonniers politiques sont entassés dans des cellules surpeuplées. Certains sont enchaînés par les pieds, d'autres sont soumis à de longues périodes d'isolement cellulaire. La moindre infraction au règlement (posséder un bout de papier, par exemple) est cruellement punie. Les "coupables" sont roués de coups, enfermés dans des réduits servant d'ordinaire de chenils, contraints de rester des heures d'affilée sous un soleil brûlant, condamnés à dormir à même le sol de béton, et privés de visites. Les rations alimentaires et les soins médicaux que reçoivent les détenus sont tout à fait insuffisants.

La population est astreinte à des travaux forcés pour le compte du gouvernement ou de l'armée, ne recevant, dans le meilleur des cas, qu'une faible contrepartie financière. Nombreux sont les civils qui meurent d'épuisement ou des suites de mauvais traitements lors de ces corvées. Les femmes et les enfants paient un tribut particulièrement lourd à cette politique officielle. En décrétant 1996 l'année du tourisme au Myanmar, les dirigeants du pays se sont fixé pour objectif le chiffre de 500 000 visiteurs. Des milliers de personnes ont été astreintes aux travaux forcés sur des chantiers d'équipement touristique. Les membres des nombreuses minorités ethniques de la Birmanie sont très souvent exploités par l'armée, qui se sert d'eux comme porteurs. Or, ce sont ces mêmes personnes, revêtues de leurs costumes traditionnels, que les autorités entendent présenter aux touristes en mal de pittoresque.

Le prix du rire

U Pa Pa Lay (à gauche sur cette photo) et U Lu Zaw sont tous deux chansonniers, membres d'Angaint, une troupe d'artistes qui se consacre à l'art traditionnel de la satire et donne des représentations du type de celles que l'on propose couramment aux touristes. En mars 1996, ils ont été condamnés à sept années d'emprisonnement chacun, pour des calambours prononcés lors d'un spectacle organisé pour la NLD. Internés dans un camp de travaux forcés, les deux hommes ont les jambes entravées par des barres de fer. U Pa Pa Lay est aujourd'hui gravement malade.

Le prix d'un télécopieur

Homme d'affaires apprécié de tous, ancien consul de Scandinavie au Myanmar, James Leander Nichols, soixante-cinq ans, purgeait une peine de trois ans d'emprisonnement à laquelle il avait été condamné pour détention de télécopieurs non déclarés. Selon les autorités, il aurait été retrouvé sans connaissance, le 22 juin 1996, dans sa cellule de la prison d'Insein, à Yangon, et serait mort un peu plus tard à l'hôpital. De l'avis général, il avait en fait été incarcéré en raison de l'amitié qui le liait de longue date à Daw Aung San Suu Kyi. Avant d'être arrêté, il souffrait d'hypertension et de troubles cardiaques. Il aurait succombé à un arrêt cardiaque. Au cours de son interrogatoire, il aurait été privé de sommeil pendant plusieurs jours d'affilée.

Quelques précautions à prendre si vous vous rendez au Myanmar

Les informations contenues dans cette brochure ne donnent qu'un aperçu des abus commis par le gouvernement du Myanmar à l'encontre de la population du pays. Si vous décidez de vous rendre au Myanmar, **GARDEZ TOUJOURS PRÉSENTS À L'ESPRIT CES QUELQUES FAITS :**

- o il ne faut pas parler de politique ou des droits de l'homme avec des citoyens birmanes (vous ne risquez rien, mais vos interlocuteurs peuvent se retrouver en prison et être torturés),
- o il ne faut remettre aucun document de nature politique ou traitant des droits de l'homme (cette brochure, par exemple) aux personnes que vous rencontrerez sur place, car un tel geste pourrait mettre leur vie en danger,

o une bonne partie des infrastructures du Myanmar a été construite grâce au travail forcé. Des centaines de milliers de simples citoyens ont été obligés de participer aux chantiers, dans des conditions souvent très pénibles, qui constituaient, de fait, un traitement cruel, inhumain et dégradant. Bon nombre de routes, de voies ferrées et d'aéroports ont été construits par des gens travaillant contre leur gré, ne mangeant pas à leur faim, astreints à des cadences épuisantes et ne bénéficiant pas des soins médicaux les plus élémentaires,

o les promoteurs de cette année du tourisme vous accueilleront à bras ouverts ; pourtant, les organisations indépendantes de défense des droits de l'homme sont interdites de séjour au Myanmar,

o après votre voyage, vous rentrerez chez vous, mais les habitants du Myanmar resteront confrontés au régime de Yangon – un régime qui viole les droits de l'homme en toute impunité. Les habitants du Myanmar ont besoin de notre aide, pour que leurs droits fondamentaux soient respectés, aujourd'hui !

Que pouvez-vous faire ?

1. Si vous vous rendez au Myanmar, écrivez, dès votre retour, une lettre courtoise au gouvernement birman et à l'ambassade du Myanmar dans votre pays. Expliquez dans votre courrier que votre séjour en Birmanie vous a sensibilisé aux violations des droits de l'homme qui y sont couramment perpétrés. Priez instamment le gouvernement de prendre sans tarder des mesures pour faire respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme et pour autoriser les organisations indépendantes de défense des droits de l'homme à se rendre librement au Myanmar.
2. Si vous décidez de ne pas partir pour le Myanmar, écrivez une lettre courtoise au gouvernement de Yangon et à l'ambassade birmane de votre pays, afin de faire part aux autorités des raisons de votre décision, en soulignant l'importance que vous accordez à la situation en matière de droits de l'homme au Myanmar. Priez instamment le gouvernement de prendre sans tarder des mesures pour faire respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme et pour autoriser les organisations indépendantes de défense des droits de l'homme à se rendre librement au Myanmar.
3. Participez à l'action que mène Amnesty International pour mettre un terme aux violations des droits de l'homme un peu partout dans le monde, et notamment au Myanmar, soit en adhérant au mouvement, soit en le soutenant financièrement.
4. Adressez vos courriers aux personnes suivantes : Général Than Shwe, Président, State Law and Order Restoration Council, aux bons soins du ministère de la Défense, Signal Pagoda Road, Dagon Post Office, Yangon, Union du Myanmar ; Lieutenant-Général Gen Khin Nyunt, Premier Secrétaire, State Law and Order Restoration Council, aux bons soins du ministère de la Défense, Signal Pagoda Road, Dagon Post Office, Yangon, Union du Myanmar ; Lieutenant-Général Kyaw Ba, ministre des Hôtels et du Tourisme, 77/91 Sule Pagoda Road, Yangon, Union du Myanmar.

Amnesty International est un mouvement international, composé de bénévoles, qui lutte pour la libération de tous les prisonniers d'opinion, pour le droit de tout prisonnier politique à être jugé équitablement dans un délai raisonnable, pour l'abolition de la peine de mort, de la torture et de tout autre traitement cruel infligé à un détenu, et qui cherche également à mettre un terme aux exécutions extrajudiciaires et aux "disparitions". Un prisonnier d'opinion est une personne placée en détention, où que ce soit, en raison de ses origines ethniques, de son sexe, de la couleur de sa peau, de sa langue, de son appartenance à un groupe national ou social, de sa situation économique, de sa naissance ou autre, et qui n'a pas usé de violence ni préconisé son usage. Mouvement impartial, Amnesty International ne soutient ni ne combat aucun gouvernement ni aucun système politique. Amnesty International ne se prononce pas sur le bien-fondé des sanctions économiques, boycotts ou embargos sur les armes qui peuvent être décidés contre des pays où les droits de l'homme sont bafoués.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre Myanmar: Beautiful country, brutalized people. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAL - août 1996.

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :